



Le président français appelle à un nouvel « axe » indo-pacifique contre la Chine

Par [Mike Head](#)

Mondialisation.ca, 05 mai 2018

[wsws.org](#) 4 mai 2018

Région : [Asie](#), [L'Europe](#)

Thème: [Militarisation](#)

De plus en plus assiégé en France par les luttes ouvrières contre ses réformes draconiennes du droit du travail, le président français Emmanuel Macron s'est rendu cette semaine à l'autre bout du monde pour une visite de six jours en Australie et dans l'avant-poste français de Nouvelle-Calédonie.

Tandis que Macron cherche sans aucun doute à utiliser son voyage pour consolider sa position sur le plan national, la France et d'autres puissances impérialistes européennes ont fait un nouveau pas pour affirmer leurs intérêts dans la région indo-pacifique, dans un contexte d'influence chinoise croissante et d'une hégémonie américaine en déclin.

Pour l'instant, Macron et d'autres dirigeants européens sont en train de manœuvrer dans le cadre d'une tendance de Washington à affronter la Chine et, si nécessaire, faire la guerre contre Pékin, pour maintenir la domination des États-Unis établie après la Seconde Guerre mondiale. Cependant, le voyage de Macron a souligné les efforts faits pour renforcer les intérêts géostratégiques européens indépendamment des États-Unis, et potentiellement contre eux.

Paris considère l'Australie, ainsi que les cinq petits territoires où la France compte environ 1,5 million de citoyens et 8000 militaires répartis dans toute la région – les îles de l'océan Indien de Mayotte et de La Réunion, la Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et la Polynésie française – comme une plate-forme utile pour cette poussée.

Dans un discours prononcé mercredi sur une base navale australienne à Sydney, Macron a appelé à une alliance stratégique de la France, de l'Inde et de l'Australie pour répondre aux « défis » de la région.

« Ce nouvel axe Paris-Delhi-Canberra est absolument essentiel pour la région et pour nos objectifs communs », a déclaré Macron. « Nous ne sommes pas naïfs : si nous voulons être vus et respectés par la Chine en tant que partenaires égaux, nous devons nous organiser. »

Macron a formulé ses remarques de façon à assurer qu'aucun pouvoir n'exerce une « hégémonie » sur la région. Il a déclaré que la France travaillerait avec l'Australie et était disposée à utiliser ses frégates, ses sous-marins et ses avions pour assurer la « neutralité » et la « liberté de circulation »

Lors d'une précédente conférence de presse conjointe avec le Premier ministre australien Malcolm Turnbull, les deux hommes se sont efforcés de nier les suggestions des journalistes

selon lesquelles leur quête de liens stratégiques et militaires plus étroits visait spécifiquement la Chine. Les classes dirigeantes des deux pays hésitent à critiquer ouvertement la Chine en raison des énormes marchés qu'elle offre, ainsi que des bénéfices promis par le projet d'infrastructure *One Belt One Road* (nouvelle route de la soie) du président Xi Jinping pour relier la Chine à l'Europe.

Néanmoins, Macron et Turnbull ont insisté sur une conduite « basée sur des règles » dans la région, une expression codée pour désigner le défi lancé aux activités militaires, d'aide au développement et d'investissement de la Chine.

« La montée de la Chine est une très bonne nouvelle pour tout le monde », a déclaré Macron. « L'important est de préserver un développement fondé sur des règles dans la région, en particulier dans la région indo-pacifique, et de préserver les équilibres nécessaires dans la région. »

De même, Turnbull a déclaré : « Nous nous félicitons des avantages de la croissance de la Chine. Mais bien sûr, nous nous engageons à maintenir l'ordre international fondé sur des règles. »

Dans une pique évidente contre la Chine, Turnbull a cité l'ancien Premier ministre de Singapour Lee Kwan Yew : « Les gros poissons ne peuvent pas manger les petits poissons et les petits poissons ne peuvent pas manger les crevettes. » Et Macron d'ajouter : « Et surtout les crevettes de la Nouvelle-Calédonie ».

Macron s'était rendu en Chine en janvier, où il avait averti Pékin que son initiative *One Belt One Road* ne devait pas être « à sens unique ». Il s'est ensuite rendu en Inde en mars, où il s'est engagé à renforcer un partenariat militaire qui a déjà vu l'achat par Delhi d'avions de combat français en 2016.

Cela faisait suite à la Conférence de Munich sur la sécurité en février, où les puissances européennes ont profité des exigences de l'administration Trump de « l'Amérique d'abord » pour augmenter leurs dépenses militaires et ont déclaré qu'elles établiraient un nouveau monde multipolaire. Un document de la conférence déclarait :

« L'Union européenne dans son ensemble pourrait jouer un rôle stabilisateur pour l'ordre international libéral – comme d'autres groupements de démocraties libérales, tel le nouveau "Quad" [États-Unis, Japon, Inde, Australie] dans la région Asie-Pacifique. »

Macron est arrivé en Australie après avoir rejoint les États-Unis et la Grande-Bretagne dans l'attaque illégale contre la Syrie avec plus de 100 missiles de croisière après de nouveaux rapports fabriqués de toutes pièces selon lesquels le régime d'Assad avait utilisé des armes chimiques. Cette attaque a donné du crédit à Macron auprès du gouvernement Trump, qui l'a fêté à Washington le mois dernier, mais elle a également mis en lumière les intérêts prédateurs de la France au Moyen-Orient, où elle contrôlait jadis la Syrie et le Liban.

La visite de Macron n'était que la deuxième d'un président français en Australie. Des années 1960 aux années 1990, la France était considérée comme un rival des intérêts impérialistes de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande dans l'océan Pacifique. Ces derniers dénonçaient les essais d'armes nucléaires français dans la région. Maintenant, les relations changent en réponse à l'instabilité mondiale créée par l'affaiblissement visible de la position de Washington.

L'impérialisme français considère également la Chine comme un concurrent potentiel dans les anciennes colonies françaises en Afrique, où elle maintient une présence politique et militaire. Depuis 2011, Paris a lancé des interventions militaires en Libye, en Côte d'Ivoire, en République centrafricaine, au Tchad, au Mali et au Congo, et dispose d'une base militaire à Djibouti.

À la base navale de Sydney, Macron a déclaré que les tensions croissantes au sujet de la « souveraineté » constituaient une menace pour la paix et la stabilité, rendant important pour l'Australie et la France le renforcement de leurs liens de défense. Il a remercié l'Australie d'avoir envoyé des troupes combattre en France pendant les Première et Deuxième Guerres mondiales et a célébré avec Turnbull le contrat de construction d'une nouvelle flotte de 12 sous-marins australiens et le fait que la compagnie française Naval Group en a eu la commande, dans le cadre d'un accord à 50 milliards de dollars.

Une série d'accords a été annoncée, notamment pour renforcer l'interopérabilité militaire, la coopération maritime et la cyberguerre. Les deux pays, avec l'Inde et huit pays du Pacifique, prendront part aux exercices militaires de la Croix du Sud, ou Southern Cross, qui auront lieu plus tard ce mois-ci, au large de la Nouvelle-Calédonie.

Beaucoup de médias se sont concentrés sur la référence maladroite de Macron qui a qualifié de « délicieuse » la femme de Turnbull. Beaucoup plus significatif fut un échange laconique avec un journaliste où Macron a nié avec colère avoir parcouru 15 000 kilomètres pour échapper aux conflits en France, notamment les violentes attaques policières contre les manifestants du 1^{er} mai.

« Pensez-vous que le gouvernement a correctement anticipé ce qui s'est passé ou pas ? », A demandé un journaliste. « Ensuite, craignez-vous que la protestation devienne de plus en plus radicale ? »

Furieux, Macron a déclaré que son gouvernement « resterait ferme ». Il avait procédé à des arrestations et à toutes les « bonnes décisions ». Il a ajouté : « Mon tempérament n'est pas d'essayer d'éviter quoi que ce soit. Je continue à travailler ; les réformes continueront d'être imposées. »

Macron, qui fut ministre de l'économie dans le gouvernement détesté du Parti socialiste du président François Hollande, tente de détruire les droits des travailleurs, d'augmenter l'âge de la retraite et d'imposer des coupes claires dans les dépenses sociales. Il fait face à des grèves de la part de cheminots, à des arrêts de travail d'employés d'Air France, à de l'agitation dans les universités et à l'hostilité des travailleurs du secteur public.

Judi, Macron est arrivé en Nouvelle-Calédonie en mission pour faire échouer un référendum d'autodétermination en novembre promis depuis longtemps. Samedi, il assistera aux cérémonies marquant le 30^e anniversaire d'un massacre notoire de 1986 dans lequel les gendarmes de l'administration du Parti socialiste de Mitterrand ont tué 19 Kanaks indépendantistes qui avaient pris la police en otage sur l'île d'Ouvéa. Le tollé suscité par ce massacre a finalement conduit à la promesse d'un vote sur l'indépendance prévu pour 2018.

La participation de Macron à la commémoration, qui, selon son cabinet, a été soigneusement coordonnée avec les chefs tribaux locaux, est un signe de nervosité à l'égard du référendum, malgré les sondages des médias qui indiquent qu'il pourrait

échouer. Environ 40 % des 270 000 habitants du territoire sont des Kanaks, pour qui les conditions sociales restent épouvantables – même si le territoire fournit de manière rentable le quart du nickel mondial – et les troubles montent.

Mike Head

Article paru en anglais, WSWs, le 4 mai 2018

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)
Copyright © [Mike Head](http://www.wsws.org), [wsws.org](http://www.wsws.org), 2018

Articles Par : [Mike Head](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca